

« Le Grand Débat National »

Tenu à Beausoleil

Centre Culturel Prince Jacques

23 janvier 2019

OXOXOX

M. Gérard SPINELLI.- Bonsoir. Je suis heureux de vous accueillir, en tant que Maire de la ville de Beausoleil, au Centre Culturel Prince Héréditaire Jacques de Monaco, pour le Grand Débat National proposé et lancé par le Président de la République, Emmanuel MACRON.

Comme le reconnaît Sébastien LECORNU, Ministre en charge des collectivités locales : « Le Maire est une figure familière de ses concitoyens à même de créer cette animation démocratique ». Les Maires ont une double fonction : la première que tout le monde connaît, chef de l'administration municipale, la seconde, agent de l'État. C'est à ce titre que l'organise cette réunion d'initiative locale.

Pour clarifier l'esprit de ce grand débat, je me permets de citer un extrait de la lettre du Président de la République :

« Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici requise, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. Pour garantir votre liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence. C'est ainsi que j'entends transformer avec vous les colères en solutions. Vos propositions permettront donc de bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du gouvernement et du parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international. Je vous en rendrai compte directement dans le mois qui suivra la fin du débat. Françaises, Français, je souhaite que le plus grand nombre d'entre vous puisse participer à ce grand débat afin de faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays ».

Voici les thèmes retenus par le Président de la République avec le Gouvernement :

- * *Fiscalité et dépenses publiques*
- * *Organisation de l'État et des services publics*
- * *Démocratie et citoyenneté*
- * *Transition écologique.*

Dans sa lettre, le Président de la République nous invite à débattre et souhaite aussi que nous puissions, au-delà de ces sujets proposés, évoquer n'importe quel sujet concret dont nous aurions l'impression qu'il pourrait améliorer notre existence au quotidien.

Vous pouvez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées dans les villes, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs ou de simples citoyens.

Vous, ici présents, citoyens, présidents d'associations, commerçants, responsables de structures, vous avez la possibilité d'organiser vous-mêmes des réunions sur une ou des thématiques qui vous tiennent à cœur. Vous pouvez distribuer vous-mêmes les questionnaires à vos publics, à vos adhérents, à vos proches. Car l'objectif est que chaque citoyen puisse s'exprimer.

J'ai choisi d'organiser cette première réunion d'initiative locale afin de vous informer de la démarche du Grand Débat pour que chacun puisse s'en saisir, s'impliquer ou l'organiser comme il le souhaite.

A Beausoleil, vous pourrez vous exprimer en instruisant les questionnaires en ligne ou par papier. Des ordinateurs seront à votre disposition ici, au Cyber Espace et au CCAS. Dans les locaux du CCAS, vous pourrez bénéficier d'un accompagnement à l'accès au site granddebat.fr afin de répondre directement en ligne aux questions. J'ai désigné Céline TAVARES, Directrice du CCAS de la ville de Beausoleil, comme référente du Grand Débat. Elle est reconnue par tous pour son professionnalisme et son intégrité et, accessoirement, elle n'a pas d'appartenance à un parti politique.

Vous pourrez aussi participer aux quatre réunions thématiques proposées :

- le samedi 26 janvier 11h/13 : Démocratie et Citoyenneté
- le mercredi 6 février 18h30/20h30 : Transition écologique
- le mercredi 27 février 18h30/20h30 : Organisation des services de l'État
- samedi 2 mars 11h/13h : Fiscalité et dépenses publiques.

Vous aurez la possibilité de vous réunir deux heures avant dans l'espace de convivialité de ce lieu pour une discussion libre en table ronde autour des

questions relatives aux thématiques pour, ensuite, si vous le souhaitez, transmettre vos propositions en grande assemblée.

Lors de ces assemblées, la fiche de présentation de la thématique et les questions afférentes vous seront présentées afin que vous puissiez entamer le débat. Une personne sera chargée d'animer le débat et une autre de prendre des notes afin de rédiger un compte-rendu qui sera transmis ensuite au gouvernement.

Ce soir, nous sommes réunis pour la première réunion d'initiative locale prévue dans le cadre du Grand Débat National pour que tous les citoyens puissent échanger, s'exprimer et faire remonter leurs solutions sur les thèmes proposés par le Gouvernement. Cette réunion donne la priorité à l'expression citoyenne. Elle est transparente et participative.

Une réunion d'initiative locale vise à :

- partager les constats et les diagnostics de la situation
- identifier les objectifs et les solutions pour les atteindre selon les participants
- produire des propositions et des solutions aux problèmes posés
- formaliser un compte-rendu de la réunion lisible, fidèle et exploitable, respectant les principes du débat, et structuré selon les modèles disponibles dans les fiches de présentation des thèmes proposés au débat.

Le débat doit respecter les règles de la charte :

Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du Grand Débat sous réserve de respecter la présente charte.

En tant qu'organisateur du débat, je m'engage à :

- adopter une posture de neutralité vis-à-vis des participants, ne pas prendre parti pour tel ou tel raisonnement, proposition ou avis d'un participant
- veiller à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer
- informer les participants de la présente charte et la faire respecter
- restituer le débat de manière fidèle aux échanges.

En tant que participant et organisateur, nous nous engageons à :

- adhérer aux valeurs républicaines et aux règles du débat démocratique
- respecter les autres participants et leurs opinions, même si elles sont différentes des nôtres
- contribuer au Grand Débat avec des propositions et des arguments

- n'exprimer, diffuser ou partager aucun contenu offensant ou contraire à la loi
- ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet
- dialoguer dans le respect des hommes et des idées.

A l'issue de la réunion sera établi un compte-rendu. Ce compte-rendu devra respecter les principes énoncés dans le cadre du Grand Débat :

- la fidélité aux propos
- la transparence du processus
- la non-hiérarchisation
- la neutralité des rédacteurs.

Mme TAVARES va vous présenter le site Le Grand Débat.fr.

Mme TAVARES.- Bonsoir, merci pour votre présence. Le Gouvernement a mis en place ce site Internet Le Grand Débat National.fr. En page d'accueil, vous pourrez retrouver la lettre du Président de la République qui a été adressée aux français dernièrement. Vous aurez aussi la possibilité de retrouver les quatre thèmes du Grand Débat National. Si vous cliquez sur chaque thématique, vous aurez la fiche de présentation avec les grands constats, les données statistiques et les problématiques déjà constatées sur ces problématiques et ces thématiques.

Comment participer au Grand Débat ?

Vous pouvez accéder à toutes les réunions qui sont proposées dans le département. Vous pouvez découvrir les réunions proposées à Beausoleil et vous avez la possibilité de déclarer vous-mêmes votre propre réunion locale si vous le souhaitez. Si vous voulez organiser une réunion au sein de votre association, vous pouvez le déclarer sur le site et vous aurez toute la méthodologie d'organisation et de restitution de cette réunion.

Vous avez également la possibilité de contribuer en ligne, donc vous accédez directement à un espace où vous pouvez partager vos propositions. Il y a second espace où vous accédez aux questions rapides.

Sur les différents sites de la Ville, que ce soit le CCAS, le Centre Culturel, la Mairie, vous avez la possibilité de pouvoir accéder à des questionnaires papier que vous pourrez remplir et déposer au CCAS ou sur les autres lieux d'accueil. Ces questionnaires seront scannés et transmis à la plateforme.

Autre manière de contribuer au débat, si vous souhaitez faire des propositions qui ne sont pas liées aux thématiques proposées par le Gouvernement, vous avez la possibilité également de nous adresser un mail

sur la boîte mail que nous avons créée au CCAS : debatnational@villedebeausoleil.fr. Nous ferons remonter vos propositions sur la plateforme. Une autre proposition est également le cahier de doléances et de propositions disponible en mairie et d'y inscrire directement vos suggestions.

Si vous souhaitez vous informer plus précisément, vous avez sur l'espace ressources le guide méthodologique qui vous permet d'organiser votre réunion. Vous avez la fiche de présentation pour chaque thématique.

En ce qui concerne les sites territoriaux, vous retrouvez des études et des données sur les territoires, notamment celui de la CARF pour notre territoire. Vous accédez également à la charte et si vous souhaitez organiser des réunions, vous avez la possibilité de télécharger des affiches et des logos.

Pour en revenir à la participation, nous vous proposons sur Beausoleil quatre réunions thématiques sur les thèmes déjà vus tout à l'heure. Nous vous proposons de vous réunir en table ronde ou en discussion libre deux heures avant le débat. Nous proposons également un animateur. Si vous le souhaitez, vous aurez la possibilité de faire des tables rondes avec nous et l'objectif est vraiment de pouvoir participer et donner le maximum de propositions.

Sur l'organisation des réunions, nous aurons donc la présence d'une sténotypiste, laquelle enregistre les débats ce soir. On proposera un compte-rendu qui sera disponible dès samedi matin. Pour chaque réunion thématique, vous aurez accès au compte-rendu trois jours après. Vous aurez la possibilité de pouvoir faire des remarques sur ce compte-rendu, soit par l'adresse mail dont je vous ai parlé tout à l'heure, soit par écrit. Nous transmettrons le compte-rendu sur la plateforme une semaine après la réunion. Si vous avez des questions, n'hésitez pas.

M. Gérard SPINELLI.- Je remercie Céline TAVARES et, dans un premier temps, je vous donne la parole pour que vous puissiez vous exprimer sur la méthodologie proposée.

Une intervenante.- Quelle est la différence entre la table ronde ou la discussion quand on vient deux heures avant ?

M. Gérard SPINELLI.- Normalement, les deux heures, c'est une assemblée ou une grande assemblée. S'il y a des gens qui veulent préparer le thème, il y aura des documents qui seront fournis par l'Etat et si des personnes veulent discuter sur d'autres documents, il y a une totale liberté. On ouvre une discussion informelle deux heures avant. On propose ces deux heures de préparation. Il y aura un animateur, des documents sur la table mais ceux qui ont envie de venir avec des amis ou une association peuvent le faire, on ouvre les locaux municipaux.

Une intervenante.- On n'a pas besoin de s'inscrire à l'avance, on peut venir le jour même ?

M. Gérard SPINELLI.- Oui, c'est une totale liberté. Notre position est que les gens puissent s'exprimer.

Une intervenante.- Pendant les deux heures avant.

M. Gérard SPINELLI.- Après, en assemblée, ce sera un peu plus formel puisqu'il y aura un compte-rendu que l'on transmettra officiellement. Aujourd'hui, on a pris une sténotypiste mais on peut se mettre d'accord car on n'en a peut-être pas besoin. On est prudent sur une première réunion, on veut valoriser les débats sans intervention. Je suis ici en tant qu'agent de l'État.

Un intervenant.- Bonsoir. Je n'ai pas bien compris. Est-ce que l'ensemble des réunions et des tables rondes se dérouleront au Centre Culturel ?

Mme TAVARES.- Oui.

M. Gérard SPINELLI.- La grande assemblée, c'est ici, et les tables rondes se tiendront dans la salle d'exposition à côté. N'importe qui peut organiser une réunion chez lui ou nous demander une salle municipale. Jusqu'au 15 mars, on favorise l'expression démocratique.

Une intervenante.- Et si l'on veut aborder d'autres thématiques et parler d'autre chose ?

M. Gérard SPINELLI.- C'est bien précisé dans la lettre de M. MACRON, vous pouvez aborder les sujets proposés et, au-delà de ces sujets, évoquer n'importe quel sujet concret dont nous aurions l'impression qu'il pourrait améliorer notre existence au quotidien, donc la porte est ouverte. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de sujets proposés.

Mme TAVARES.- Concrètement, vous pourrez adresser un mail à l'adresse mail indiquée ou alors inscrire votre proposition ou votre remarque sur le cahier de doléances qui est disponible en mairie.

Un intervenant.- S'il s'agit d'autres sujets que ceux qui sont prévus, on peut aussi intervenir en assemblée ?

Mme TAVARES.- Oui, vous pouvez également intervenir lors des débats que nous organiserons et vos suggestions apparaîtront dans le compte-rendu qui sera transmis ensuite au Gouvernement.

Un intervenant.- Ce sont des thématiques prioritaires mais pas exclusives ?

M. Gérard SPINELLI.- On est ouvert parce qu'il y a quatre thèmes et quatre réunions et si des personnes sont intéressées mais ne peuvent pas venir, elles peuvent intervenir sur d'autres réunions dans le respect du débat.

Une intervenante.- Pour les assemblées, vous avez vos animateurs ?

M. Gérard SPINELLI.- Pour l'instant, on y réfléchit. On va écouter vos propositions aujourd'hui. Je peux animer mais il peut y avoir une personne volontaire qui respecte la neutralité. Un organisateur, un animateur s'engage sur la neutralité et ne prend pas parti afin que tout le monde puisse s'exprimer, faire respecter la charte. Après, s'il y a des volontaires, ce sera avec grand plaisir. On réfléchit sur les tables rondes pour voir ceux qui veulent venir s'informer et pour avoir des animateurs spécialisés dans les secteurs concernés. Sur les deux premiers thèmes, il y a quelqu'un mais si des personnes veulent le faire, on peut décider qu'un animateur pourra animer la grande assemblée. C'est la première fois que cela se fait en France et c'est la première réunion dans le département, on ne ferme pas les portes.

Sur la deuxième partie, je veux bien ouvrir le Grand Débat National. Est-ce que des personnes souhaitent parler ? Je donne la parole à ceux qui souhaitent s'exprimer. Je vous rappelle juste le principe que le Président de la République souhaite, c'est de partager les constats et les diagnostics de la situation, identifier les objectifs et les solutions pour les atteindre, de produire des propositions et des solutions aux problèmes posés.

Un intervenant.- Pendant ce Grand Débat, qu'est-ce que vous attendez de nous ? Des plaintes, des propositions ? Les deux ?

M. Gérard SPINELLI.- Je vous dis tout de suite que je ne suis pas là pour répondre aux questions, je suis là pour animer un débat, je suis organisateur. Je peux juste vous citer ce qui nous est demandé par l'État, donc je ne vais pas répéter, ou je me suis mal exprimé mais il s'agit vraiment d'exprimer vos constats et vos diagnostics, quels objectifs, quelles solutions et quelles propositions vous faites. C'est enregistré. Ensuite, si des personnes ont envie de débattre avec d'autres, avec plaisir, mais je ne suis pas là pour débattre avec vous aujourd'hui, je suis organisateur de la réunion. On aura d'autres lieux et d'autres moments pour le faire.

Un intervenant.- Je voudrais commencer par les institutions parce que, au niveau du Sénat, l'affaire BENALA prend beaucoup d'importance. Je ne sais pas combien de fois il a été invité au Sénat pour s'expliquer. J'ai travaillé il y a quelques années avec Arnaud de Montebourg qui était pour la VIème République et qui demandait la suppression du Sénat, comme le Général de Gaulle l'avait souhaité à un certain moment. Est-ce qu'il n'est pas souhaitable de planifier le travail du Sénat et si possible, comme Arnaud de Montebourg, l'avait souhaité, de le supprimer et de laisser une seule chambre décider des lois en France ?

M. Gérard SPINELLI.- Votre idée de supprimer le Sénat est une idée sur laquelle on peut débattre. Est-ce qu'il y en a qui sont pour ou contre ? Il serait intéressant que l'on puisse faire remonter cette information et la position formulée par un citoyen dans ce grand débat.

Une intervenante.- Est-ce que cela va changer quelque chose dans la vie quotidienne de supprimer le Sénat ? C'est la question.

M. Gérard SPINELLI.- Il faut débattre entre vous, je suis juste l'organisateur des débats. Je reformule la question du citoyen et ceux qui veulent s'exprimer dans les tables rondes auront des éléments. Sur la question du coût du Sénat et des sénateurs, ce serait intéressant, on a la Préfecture qui peut nous aider si vous avez des questions techniques. Avant les débats, vous pouvez poser des questions 24 heures avant et on aura des réponses de la Préfecture sur les quatre thèmes. Vous avez des questions prévues sur le site Internet et des éléments de réponse.

Si vous avez besoin de plus d'éléments, on vous les fournira volontiers pour alimenter le débat. Il est vrai que l'on a besoin d'éléments, l'État en a fourni un certain nombre mais si vous en voulez plus, la Préfecture est à notre disposition pour les chiffres dont vous auriez besoin. Vous pouvez passer par nous, nous sommes à votre disposition.

Un intervenant.- Pour la question sur le Sénat, je pense que ce n'est pas la plus prioritaire pour l'instant, je pense que ce thème doit se situer dans le contexte plus général du Parlement, l'organisation du pouvoir législatif qui est composé de l'Assemblée nationale et du Sénat. On peut penser que le Sénat est un contre-pouvoir à l'Assemblée nationale dans l'état actuel des choses, donc on peut poser la question. Est-ce qu'il est nécessaire de représenter le pouvoir dans le pouvoir législatif ?

Je pense qu'il vaut mieux poser le thème du Parlement dans sa globalité. Faut-il plus de députés ? Moins de députés ? Faut-il garder le Sénat ? Faut-il le réduire ? Faut-il changer l'attribution des pouvoirs de chaque assemblée ? Je crois que c'est plutôt comme ça qu'il faut présenter le débat plutôt que la suppression pure et simple du Sénat. Je pense que c'est ainsi qu'il faudrait analyser la nécessité de renforcer ou de diminuer le pouvoir législatif par le pouvoir exécutif.

M. Gérard SPINELLI.- On peut peut-être clore sur le Sénat et on peut même voter. Quelle est la position de la salle ? Ceux qui ont une opinion arrêtée sur le fait de supprimer le Sénat peuvent lever la main. Après on revient sur la question du pouvoir législatif par rapport au pouvoir exécutif. Qui pense qu'il faut supprimer le Sénat ? On voudrait tester un peu ce soir. Il y a une position de la salle sur la suppression du Sénat. Qui est pour le maintien du

Sénat ? (*Des personnes lèvent la main*) Il y a donc une majorité qui veut maintenir le Sénat.

Votre proposition serait de diminuer le pouvoir législatif et d'augmenter le pouvoir exécutif, c'est votre proposition ? Est-ce qu'il y en a qui veulent s'exprimer sur cette idée-là, sur le rôle de l'exécutif et du législatif, le Parlement, l'Assemblée, le Sénat ?

Un intervenant.- Monsieur le Maire, je crois que l'on ne demande pas d'éliminer le pouvoir législatif.

M. Gérard SPINELLI.- On pose la question, s'il y en a qui préfèrent augmenter ou diminuer le pouvoir législatif ?

Un intervenant.- J'ai soulevé le problème du Sénat parce que le Sénat bloque le vote de l'exécutif qui a proposé la diminution du nombre d'élus. L'affaire BENALA a montré que le Sénat bloque tout et que cela a été remis aux calendes grecques.

Un intervenant.- On est un petit peu à froid là. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il peut y avoir un débat général sans qu'il y ait des votes ?

M. Gérard SPINELLI.- Je sais que l'on est à froid mais cela va être compliqué. Nous n'allons pas nous voir souvent et c'est la première fois que l'on fait ce genre d'exercice démocratique. S'il y a des gens qui veulent s'exprimer sur un sujet, il faut voir sur quoi ils veulent débattre.

Un intervenant.- Je sais bien mais si l'on fait un vote sur cette question, on peut en parler dans les réunions thématiques.

Un intervenant.- Je voudrais globaliser ma question, c'est l'équilibre des pouvoirs en France, le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire. Actuellement, il est révélé que le pouvoir exécutif, le Gouvernement, représente beaucoup plus de pouvoir que le pouvoir législatif et que le pouvoir judiciaire. On parle aussi des interactions entre les différents pouvoirs. La question du Sénat s'intègre à mon avis dans la réflexion des interactions entre les différents pouvoirs. Est-ce que c'est une question d'organisation du pouvoir en France ? Je pense que ce thème est plus intéressant que de savoir si l'on est pour ou contre le Sénat.

Est-ce que les gens pensent que le Président de la République a trop de pouvoir ? Est-ce que les gens pensent que le pouvoir législatif a trop de pouvoir ? Les gens peuvent penser aussi que les députés représentent mal les territoires. Ce sont des choses auxquelles on peut penser comme questions. Pour l'instant, je pose des questions, on ne répond pas tout de suite mais peut-être que le thème porte plus sur l'interaction entre les différents pouvoirs et la représentativité de ces pouvoirs.

M. Gérard SPINELLI.- Vous souhaitez que l'on puisse aborder par la suite la répartition des pouvoirs lors de la grande assemblée sur le thème organisation de l'État.

Une intervenante.- Je pense qu'il serait intéressant ce soir de voir les contours des différents sujets proposés. Ce me semble vraiment très difficile pour moi, c'est vraiment choquant, c'est que suite à la crise des gilets jaunes, tout ce que l'on a entendu, on a vu la détermination de ces gens et la difficulté sociale, la difficulté au niveau des salaires et des revenus, ces quatre thèmes me choquent beaucoup dans le sens où l'on ne sait pas où l'on va pouvoir débattre du sujet des finances et des ménages. Je suis très choquée que l'on n'ait pas la possibilité d'augmenter le pouvoir d'achat des gens, d'avoir plus d'argent, de se rendre compte comment vivent les gens et ce que l'on peut faire pour apporter des réponses.

Là, franchement, je ne peux pas assister à ce débat comme ça dans le sens où la question principale suite à la crise des gilets jaunes, c'est l'argent des ménages, le pouvoir d'achat, la rémunération du livret A qui est vraiment bloquée alors que l'inflation est à plus de 2%. Pour moi, ce n'est pas possible que l'on n'ait pas mis ce thème-là.

Il faut peut-être discuter déjà du choix des thèmes qui est très révélateur.

Une intervenante.- On est libre de débattre. C'est ainsi que l'on a ouvert le débat, on est libre de proposer un thème que l'on trouve important pour aujourd'hui.

M. Gérard SPINELLI.- Le premier thème « Fiscalité et Dépenses publiques » peut permettre d'aborder un certain nombre de choses, y compris le pouvoir d'achat et les salaires. La discussion est libre, c'est bien précisé, mais j'entends ce que vous dites.

Une intervenante.- Je pense que tout le monde a bien compris d'où venait la crise des gilets jaunes et la colère des gens, quels que soient les jugements que l'on porte ou pas sur la manière dont c'est exprimé. Néanmoins, le début est peut-être quand même de parler effectivement de la fiscalité et des dépenses publiques parce que l'on n'aura pas une baguette magique qui va redonner le pouvoir d'achat aux français si l'on ne discute pas des sujets de fond. On est bien obligé de passer par ce débat et par les thèmes qui ont été définis parce qu'ils englobent quand même énormément de choses. On est bien obligé de partir du début.

Aujourd'hui, dire que l'on va augmenter le SMIC mais on n'a pas de baguette magique, où va-t-on prendre l'argent ? On est bien obligé de partir du début, c'est quand même évident. On ne peut pas simplement exprimer la colère et dire que l'on ne discute pas des sujets de fond, ce n'est pas possible.

Une intervenante.- Il fallait quand même que l'on pose le sujet principal.

Une intervenante.- La fiscalité et les dépenses publiques sont en lien direct avec le pouvoir d'achat.

Un intervenant.- Effectivement, je pense qu'il faut prendre les choses par le début. Le début, c'est la situation qui a mené depuis des années à la crise que l'on connaît actuellement. Cette situation est une répartition des richesses archi inégale entre le monde du travail et le monde des détenteurs des moyens de production. A ce titre, il y a beaucoup à dire sur la fiscalité, c'est à dire que la fiscalité est de moins en moins redistributive et, en tout cas, elle ne permet pas de rééquilibrer le partage des richesses.

Quant aux dépenses publiques, je crains que l'on mette dans ce thème énormément de choses qui n'ont rien à y voir. Par exemple, les dépenses relatives à la sécurité sociale, aux retraites, aux pensions de retraite qui ne sont pas de la dépense publique. Il y a déjà des thèmes à clarifier là-dessus. Je pense que ce qui est essentiel, c'est de s'attaquer à une répartition des richesses dans un premier temps, à une répartition beaucoup plus équitable, avant même de parler des institutions, qui serait à même d'ouvrir des perspectives pour régler une partie importante des problèmes. A ce titre, une revalorisation beaucoup plus importante du SMIC que la revalorisation légale est déjà un signe. Prendre l'argent où il est, c'est à dire prendre l'argent dans le résultat de la production en France, il y est. La revalorisation des salaires, la revalorisation du SMIC sont tout à fait possibles eu égard au fait que cela fait déjà une dizaine d'années que le SMIC n'a pas été revalorisé au-delà de la revalorisation légale.

Il y a là un déséquilibre qu'il faut corriger de toute urgence, ce qui permettrait de redonner du pouvoir d'achat dans le mois qui suit l'augmentation du SMIC et qui permettrait de soulager l'ensemble de la population salariée dans un premier temps. En France, les salariés représentent 90% de la population active, donc ce n'est pas négligeable. Avec un relèvement du SMIC et une politique sociale un peu plus rééquilibrée, il ne s'agit pas d'aller prendre l'argent où il n'est pas, l'argent y est, il s'agit de rééquilibrer la répartition des richesses, c'est mon point de vue, je vous remercie.

Un intervenant.- Je pense effectivement que l'on peut s'apercevoir que l'argent est pris de façon inéquitable à travers la fiscalité des ménages, mais je ne pense pas que l'on puisse réfléchir à ce sujet sans parler des dépenses publiques, à moins que l'on s'aperçoive que tout est bien dépensé équitablement. Je pense que ce n'est pas vrai, on doit aussi s'attaquer au problème des dépenses publiques. Il y a de l'anarchie, il y a de la gabegie, il y a des profiteurs et on est bien obligé de s'apercevoir de tout ça. La sécurité sociale en fait partie aussi.

Une intervenante.- J'ai une petite question. Sous ces thématiques énoncées sur l'écran, n'y a-t-il pas des questions à l'intérieur sur des thèmes dont on peut aussi débattre ? Cela permet à chacun d'avoir déjà une vue, une voix. Y a-t-il des sous-questions ?

Mme TAVARES.- Oui, je vais prendre l'exemple de la démocratie et citoyenneté, il y a trois grandes questions dont l'implication citoyenne, l'intégration et l'immigration par exemple. Sur la fiscalité et les dépenses publiques, il y a trois thématiques : la fiscalité, les dépenses publiques et Sur la transition écologique, on a trois sous-thématiques : comment mieux isoler les logements ? Comment mieux se chauffer ? Et il y a une question sur la mobilité et les transports. Sur l'organisation de l'État et des services publics, on a l'organisation administrative et les services publics. Vous avez la possibilité d'accéder aux fiches thématiques sur Internet. On vous distribuera les fiches thématiques à la sortie de la réunion et vous aurez la possibilité de voir les questions.

Une intervenante.- C'est peut-être en dehors du sujet mais j'ai connu quelque part une personne qui a été obligée d'aller dans une maison de retraite parce qu'elle ne pouvait pas récupérer son appartement, cela a été dramatique. Il y a aussi les gens qui dorment dans la rue.

Une intervenante.- Je suis un peu comme cette dame, je ne sais pas si je suis hors sujet ou pas mais j'essaie de résumer la crise actuelle et de voir le point commun entre toutes ces thématiques. Il est certain que si l'on donnait plus de pouvoir d'achat à tout le monde de façon égalitaire, cela résoudrait beaucoup les problèmes. Le débat serait beaucoup plus logique et cohérent. Pour moi, c'est une question de pouvoir d'achat à la base et cela peut être abordé dans toutes ces thématiques. Déjà, quand on a plus de pouvoir d'achat, on se sent mieux, on est moins stressé, on est moins violent et on est moins agressif.

Une intervenante.- Où va-t-on chercher l'argent ? Il ne faut pas oublier non plus la dette publique. Est-ce que vous voulez continuer avec la dette publique et la creuser encore plus ?

Une intervenante.- Il faut voir la problématique justement pour avoir plus de pouvoir d'achat, il faut trouver l'argent et comment ?

Un intervenant.- Où l'on va chercher l'argent ? Je pense que ce serait un grand débat sur les dépenses publiques plutôt que de toujours prendre sur les retraités et leurs cotisations. Je pense qu'il y a beaucoup d'argent à récupérer sur les pouvoirs publics.

Un intervenant.- Je pense qu'il faut chercher l'argent là où il se trouve tout simplement puisqu'il y est, on sait qu'il y est, donc là où il se trouve essentiellement dans un premier temps aux actionnaires, en rééquilibrant la

fiscalité. Cela fait des années que l'on baisse les tranches de la fiscalité marginale, que l'on baisse la fiscalité sur les entreprises et le capital, on se prive de toutes les niches fiscales. L'État français se prive de ressources qui lui permettraient de faire fonctionner les services publics correctement.

Je maintiens que l'on peut avoir des divergences mais la sécurité sociale, ce n'est pas de la dépense publique. La sécurité sociale, les pensions de retraite et la maladie sont alimentées par des cotisations sociales prises sur le travail et issues de la valeur ajoutée mais ce n'est pas de la dépense publique. Peut-être que le CICE est de la dépense publique. Quand on voit l'effet sur les emplois sauvegardés ou créés, qui est absolument dérisoire, je pense qu'il y a là une gabegie dont l'État pourrait se dispenser. Cela permettrait de mettre en place des ressources pour faire fonctionner les services publics au bénéfice de la population.

Une intervenante.- Tous les ans, il y a un rapport de la Cour des Comptes qui dénonce tous les gaspillages et cela dure depuis des années. Concrètement, il n'y a aucune action pour renverser la situation, pour mettre fin à tout ça, donc ce rapport ne sert à rien, il n'y a pas de suite donnée. Je crois que si l'on commençait par éplucher le rapport de la Cour des Comptes et par mettre en face toutes les actions correctives, ce serait déjà un bon point de départ.

Une intervenante.- Bonsoir. Je voudrais dire que ce qui se passe en ce moment, c'est quelque chose de très sain. Je pense qu'il vaut mieux que les gens aillent manifester sur les ronds-points et expriment leur colère de cette manière plutôt que d'aller voter pour des partis extrêmes, comme cela se passe dans d'autres pays, donc c'est bien.

Maintenant, il faut que ces gens soient entendus et après, la colère, elle vient vraiment des différences de niveau social. Les français expriment qu'ils ne veulent pas d'une société avec des très pauvres d'un côté et des très riches de l'autre. Où se trouve l'argent ? On est à côté de Monaco, on sait tous où est l'argent. S'il y a des entreprises qui gagnent beaucoup d'argent, il y en a qui ne paient pas leurs impôts, donc il faut prendre l'argent là où il est.

Un intervenant.- J'en reviens à ce que disait Madame tout à l'heure, la Cour des Comptes fait des rapports pour dénoncer où est l'argent gaspillé à beaucoup d'endroits et personne n'en tient compte.

J'espère que tous ces débats que nous ferons auront un sens et que l'on ne dise pas à la fin que des décisions sont déjà prises et que l'on reste comme avant. J'espère que tous ces débats apporteront quelque chose.

Un intervenant.- On a vraiment les deux aspects sur la fiscalité et les dépenses publiques. Je pense que Madame a raison, il y a des entreprises comme les GAFA où il faut aller voir ce qui se passe, il y a peut-être de

l'argent à prendre mais on est dans un état où la fiscalité est déjà très confiscatoire. Si l'on augmente la fiscalité, on va asphyxier les entreprises et les petites PME. Je pense que l'on ne pourra pas s'exonérer d'aller voir ce qui se passe avec la dépense publique aussi. Dans les entreprises et dans les ménages, quand on n'a plus d'argent, qu'est-ce que l'on fait ? On économise, on fait attention et il faut le faire aussi au niveau de l'État, c'est du bon sens. On ne peut pas parler que de fiscalité sans parler de la dépense publique, ce n'est pas possible, il faut voir les deux aspects de la chose.

Une intervenante.- Je suis peut-être encore en dehors du sujet mais je pense qu'il devrait y avoir une carte pour que les gens ne fassent plus de crédit qu'ils ne peuvent.

Une intervenante.- Et l'État surtout.

Une intervenante.- J'ai un petit peu peur si l'on commence à trop parler de gaspillage concernant les dépenses publiques, il doit y en avoir sans doute, je n'en doute pas, mais vu la baisse des services publics actuellement, il y a des endroits où il y a des déserts médicaux, des fermetures de maternités et d'écoles qui ont souffert de la diminution des dotations de l'État, j'ai peur que le résultat soit que l'on finisse aussi par affaiblir encore plus les services publics.

Je crois que la France est un grand pays de services publics. Nous avons perdu pas mal de choses ces derniers temps et même ceux qui n'y croyaient pas se rendent compte dans certaines villes qu'il y a vraiment des problèmes à l'hôpital et des problèmes partout qui ne sont pas résolus. Il y a des problèmes qui sont de plus en plus critiques, je pense à la psychiatrie où l'on diminue les moyens, alors qu'est-ce que cela veut dire pour une société qui est de plus en plus problématique si, en plus, de l'autre côté, on ferme les services publics, on ferme la trésorerie de Beausoleil, les bureaux de poste pour confier ces bureaux à des commerçants. Cela veut dire que ce sera encore pire par la suite. On peut le voir au niveau de la SNCF et à tous les niveaux, donc s'attaquer aux dépenses publiques de la part des citoyens, je pense qu'il y a des gaspillages et tout ça, j'ai quand même peur que cela aille toujours dans le même sens, c'est à dire leur affaiblissement.

Une intervenante.- Il faut un rééquilibrage, on ne demande pas de baisser le niveau de service, on demande de rééquilibrer, de prendre tout ce qui est gaspillage et tout ce qui est dépensé inutilement pour le mettre dans des choses utiles, c'est juste une question de rééquilibrage. On peut faire des propositions.

Une intervenante.- Je voudrais réagir par rapport à un commentaire fait tout à l'heure. On sait où est l'argent pour le prendre et le redistribuer mais je

pense que si le problème était un problème de Robin des Bois, cela se saurait. Je pense que c'est beaucoup plus compliqué que ça. Comme disait Monsieur tout à l'heure, aller chercher du côté des GAFAs et des entreprises pour lesquelles il y a des nouveaux problèmes, de nouvelles activités et pour lesquelles notre fiscalité n'est pas adaptée, c'est évident, mais ce n'est pas un problème de riches contre des pauvres.

Je suis tout à fait d'accord parce que, dans le comportement de certaines personnes dans le travail, dans la manière dont les gens sont assistés pour certains de manière injustifiée, c'est aussi un problème. Il y a aussi un problème dans la redistribution. Le travail n'est pas assez valorisé et c'est important aussi, c'est une dépense importante. Aujourd'hui, les gens qui travaillent dans une entreprise dans l'encadrement s'aperçoivent que de donner un job à quelqu'un, cela n'a plus aucune valeur aujourd'hui à ses yeux, il ne fera aucun effort pour le garder.

On a aujourd'hui des populations de personnes qui, lorsqu'elles sont en période d'essai, se permettent des choses absolument ahurissantes et n'en ont absolument rien à faire de garder ou pas leur emploi. De toute façon, elles travaillent quelques semaines, elles restent au chômage encore plusieurs semaines et elles reviennent travailler quelques semaines. Je travaille dans une société où l'on retrouve tous les six mois les mêmes personnes alors que l'on avait choisi de ne pas les garder, donc elles reviennent en moins d'une année dans des situations similaires avec des comportements similaires. On peut aussi stigmatiser ces comportements, on n'est pas simplement dans un problème de Robin des Bois, ce n'est pas vrai du tout. Le problème est beaucoup plus complexe que ce que l'on dit.

Un intervenant.- Quand on parle de dépenses publiques, on ne parle pas de dépenser plus ou moins etc, on voudrait dépenser mieux. Madame dit qu'elle voit tous les six mois les mêmes personnes, c'est la faillite de Pôle Emploi. Il y a des milliers de gens qui travaillent à Pôle Emploi pour un résultat égal à zéro. Quand les entreprises ont besoin de personnel, elles s'adressent à Pôle Emploi et elles ont un résultat de zéro.

Quand on parle des dépenses publiques, il faut parler des services publics. On s'aperçoit qu'il y a eu depuis quelques années une diminution du nombre de fonctionnaires dans la sécurité, dans la santé, dans l'éducation, c'est vrai et ce n'est pas bien, mais en même temps, on a vu augmenter le nombre général de fonctionnaires au niveau de l'État. Il y a un gros souci, c'est à dire que l'on ne met pas les fonctionnaires là où il faut. On les augmente là où il ne faut pas et on les diminue là où il ne faut pas, donc il faudrait dépenser mieux.

Un intervenant.- Je suis d'accord sur les dépenses publiques. En fait, il y a deux aspects, il y a l'aspect moral sur lequel je pense que nous sommes tous d'accord. Nous ne pouvons pas accepter que l'argent public soit gaspillé, je pense que c'est évident pour tout le monde. Gaspillé, c'est à dire utilisé de manière à ne pas rendre le service au public, c'est dans ce cas-là qu'il est gaspillé, donc je suis d'accord, c'est l'aspect moral.

Après, il y a l'aspect économique où il y a des chiffres qui nous indiquent le pourcentage de la dépense publique par rapport au PIB, son immobilité. On nous indique par exemple si l'on veut inclure dans la dépense publique la sécurité, qui nous indique les fraudes aux prestations de sécurité sociale qui sont relativement importantes et qui représentent 10% des fraudes aux cotisations à la sécurité sociale, donc si l'on veut parler de choses importantes, on peut le faire.

Si l'on demande où est l'argent en disant que ce n'est pas une histoire de Robin des Bois, je veux bien mais au moins les 57 milliards de dividendes qui viennent d'être versés aux actionnaires du CAC 40, c'est de l'argent produit par le travail. Les 40 milliards de CICE qui vont aider les entreprises, c'est de l'argent produit par le travail et qui, à mon sens, pourrait rendre des services éminents à la population française s'il était vraiment destiné à rendre service à la population au lieu d'être destiné à aller gonfler des comptes dans des paradis fiscaux et créer la prochaine bulle financière qui ne devrait pas tarder à exploser, comme cela s'est déjà produit en 2008, qui met l'économie par terre, les finances par terre. Finalement, partout les questions sociales sont sollicitées pour renflouer les caisses, c'est scandaleux.

Je comprends que les gens soient très en colère, c'est insupportable. On n'est pas dans un pays du tiers monde, on est dans un pays qui crée des richesses à tire larigot. Il n'y a aucune raison que les richesses soient accaparées par quelques-uns et que la majorité de la population souffre et connaisse de telles difficultés, c'est insupportable. Je pense qu'il faut regarder les choses en face et prendre les mesures qui s'imposent. On n'est pas dans un pays pauvre qui n'a pas d'argent, on a de l'argent, il y est. Si Google paie 0,3% d'impôts et que mon coiffeur en paie 33%, il y a un problème.

Une intervenante.- Pour moi, il y a un problème, c'est la paupérisation des classes moyennes, des bas salaires, des retraites et je pense que c'est ce qui a amené les gens dans la rue. Au lieu peut-être de faire des thématiques un peu fumeuses, qui sont encore blablateuses, il y a pourtant une vraie société à reconstruire afin de savoir comment on répartit mieux les richesses. Cela ne veut pas dire de prendre aux plus riches mais il faut peut-être réfléchir comment on peut faire aujourd'hui car ne vit pas aujourd'hui avec

1.200 € par mois, ce n'est pas vrai. Les gens n'arrivent pas à se loger et à partir de chez eux, ils ne trouvent pas de travail. Il y a peut-être des chômeurs professionnels, il y a peut-être l'histoire de Robin des Bois ou quoi que ce soit mais il y a surtout des gens qui ont envie de travailler et qui ne trouvent pas de travail. Que l'on ait tant de problèmes de paupérisation en fin de vie, je trouve ça insupportable. Cela ne veut pas dire que parce que l'on est jeune, on peut accepter d'être pauvre mais quand on a travaillé toute sa vie et que l'on arrive à 65 ans avec une retraite entre 800 et 1.400 €, ce n'est pas possible. Regardez ce que vous faites avec un billet de 20 €. Pour moi, le problème est là. C'est un vrai débat où les politiques doivent se bouger pour essayer de trouver des solutions.

M. Gérard SPINELLI.- Alexandra VALETTA-ARDISSON est arrivée. Elle est représentante de l'État pour la région sud pour le Grand Débat. Elle présidait tout à l'heure la réunion avec le Préfet sur le Grand Débat avec les maires à laquelle nous assistions tout à l'heure.

Mme VALETTA-ARDISSON.- Je suis désolée pour mon retard. Comme vous l'a dit Monsieur le Maire, on était précédemment en réunion. Je n'ai pas suivi toutes vos interventions mais j'en ai noté quelques-unes. En préambule, je voulais saluer l'initiative de votre Maire, c'est le premier du département à réellement se positionner de la sorte et il n'était pas obligé de le faire. Un maire peut potentiellement prendre des coups mais il a joué le jeu parce que c'était important pour lui d'ouvrir le débat et de continuer comme il l'a toujours fait, à savoir échanger, discuter avec la population, quels que soient le microcosme et l'ambiance nationale.

Monsieur le Maire, je suis très fière d'être députée dans cette circonscription et que vous en soyez le maire. J'essaierai de participer le plus possible. Par rapport aux quatre thématiques choisies qui ont interpellé plusieurs personnes, il fallait bien donner un cadre à ce débat à moment donné pour ne pas que ça parte dans tous les sens, c'est la première volonté parce que tout le monde est libre de participer en allant sur le site Internet sur la thématique qu'il veut.

Les premières remontées principales enregistrées sont parfois un peu déstabilisantes, comme la demande majoritaire de suppression de mariage pour tous, alors que l'on pensait que cela ne faisait pas partie des préoccupations de la majorité des français. Le Président a donc souhaité mettre un cadre mais sans limiter le débat à celui-ci. Dans la lettre qu'il a écrite aux français, il est allé un peu plus loin en posant d'autres questions qui sont ouvertes et qui ne représentent surtout pas une limite. N'importe quel français pourra à moment donné aborder les sujets qu'il souhaite.

Une petite anecdote, il y a par exemple des gens qui veulent organiser des réunions sur la suppression de l'État d'Israël, on voit que l'on est bien loin des préoccupations en termes de qualité de vie et de ressources de la part des français. Du coup, cela peut partir dans tous les sens, d'où ces quatre thématiques.

Madame, j'ai bien noté tout à l'heure la nécessité de baisser les dépenses publiques sans toucher aux services publics et à tout ce qui est public mais, à moment donné, il faut bien aussi chercher l'argent quelque part. Oui, pour taper sur les plus gros, c'est ce que l'on vient de faire avec les GAFKA qui vont payer plusieurs millions, cela a été voté et le décret est sorti la semaine dernière, donc on est dessus, on s'y attache mais il y a plein d'autres sujets. Si l'on veut redonner du pouvoir d'achat aux français, il faut bien aller chercher l'argent partout et dans les dépenses du service public, et c'est ce que vous faites en matière d'environnement. Tout est lié bien que cela ne soit pas visible dès le départ. Tout ce qui concerne le fonctionnement de l'État et des collectivités, tout est lié avec les moyens. On ne pense pas aux pompiers, à l'école, aux personnes qui entretiennent les autoroutes, et ce sont bien les impôts et les taxes qui servent à payer tout ça.

Je crois que vous avez indiqué à l'entrée ce que cela représente pour 1.000 €, parce qu'il y a plein de thématiques sur le site. On se rend bien compte qu'il y a des choses qui nous paraissent naturelles et normales et qui sont en fait payées par nos impôts et nos taxes.

Je voulais donc saluer aujourd'hui l'initiative de Monsieur le Maire parce que c'est remarquable et je vois que l'ambiance dans laquelle cela se passe est très sereine, donc c'est très bien. Les thématiques vont servir à ce que vous puissiez vous positionner et réfléchir ensemble. En ce qui concerne les politiques, en tout cas moi, je n'ai pas la prétention de penser que j'ai toutes les solutions, il faut aussi échanger et construire ensemble quelque chose. Il va forcément ressortir quelque chose de ce débat.

Le Président de la République est très clair, il y a des textes de loi et des mesures qui vont être prises, c'est une nécessité mais il n'y a pas que le pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat, c'est ce qui a animé au début les gilets jaunes, sauf qu'il y a des français qui ont d'autres préoccupations aussi, qui font avec ce qu'ils ont tous les mois, même s'ils ne peuvent pas aller en vacances ni au resto le soir mais qui partent du principe qu'ils gagnent 1.200 ou 1.300 €, qu'ils organisent leur vie autour de ça et qui préfèrent s'investir sur la thématique de l'environnement parce qu'ils pensent aux générations futures. Ils disent qu'ils serrent la vis mais qu'ils préfèrent parler d'environnement, d'où toutes ces thématiques. Selon votre sensibilité, votre envie, saisissez-vous d'un ou deux ou trois ou plusieurs de ces thèmes ou

d'un autre thème. Vous verrez rapidement que lorsqu'on commence à creuser, tout est lié et que tous les problèmes sont liés au pouvoir d'achat.

Pour en revenir à la notion que la France est un pays riche, non, je vous assure que non. Il y a des raccourcis que je faisais avant d'être députée, et vous avez accès après à d'autres informations où vous voyez les choses différemment. Trois milliards de dette, c'est l'état des finances de la France, alors où faut-il aller chercher l'argent ? Sur les riches ? Tout cela est arrivé à cause de tous les politiques successifs qui se sont dit qu'ils n'allaient pas régler le problème parce qu'ils voulaient être réélus. A moment donné, il faut avoir le courage d'agir en politique responsable et se dire que ce n'est pas grave si l'on n'est pas réélu, on ne fait pas ça pour être réélu mais il faut arrêter de dire que l'on donne à l'autre d'après la responsabilité de l'augmentation de la dette, prendre ses responsabilités et agir en politique responsable. Il va en ressortir quelque chose.

Toutes les demandes ne vont pas être acceptées parce que, à moment donné, c'est un projet cohérent, d'où l'intérêt que plus de gens participent. Du coup, les ateliers thématiques, c'est très bien parce que vous allez pouvoir aborder tous les sujets. Il y a des politiques qui vont travailler, des associations aussi, tout le monde va s'y mettre et l'objectif est de construire quelque chose ensemble, quelque chose de réaliste et de pas totalement utopiste.

J'aimerais que tout se passe dans le meilleur des mondes et que tout le monde ait un SMIC à 3.000 €, qu'il n'y ait plus personne qui dorme dans la rue, que tout le monde ait un travail et que les écoles continuent à être gratuites, que l'hôpital continue à être gratuit, que nos services publics aient plus de moyens et qu'il y ait des bureaux de poste partout, sauf qu'en l'état actuel, ce n'est pas possible, cela ne sera jamais possible. Par contre, ce que l'on peut faire, c'est garder notre État Providence parce qu'il y a des choses fondamentales sur lesquelles il serait compliqué de revenir, sur l'école gratuite, que tout le monde puisse aller se faire soigner gratuitement. Cela coûte un argent considérable mais il ne faut pas enlever ça, cela fait partie des valeurs de la France ; il faut construire intelligemment ensemble ce que l'on veut pour l'avenir en étant un minimum réaliste. Là, c'est inédit, il n'y a jamais eu sur la Vème République quelque chose comme ça qui s'est produit, et maintenant, on essaie tous ensemble, on a deux mois et on va voir ce qu'il en sortira. On va voir des choses totalement ubuesques, irréalisables, ce n'est pas grave tant que les français participent et que vous puissiez vous exprimer le mieux possible.

Je vais vous rendre la parole, je voulais vous remercier parce que tout cela se passe dans une bonne ambiance et je vois que vous échangez. Monsieur le Maire, encore merci.

(Applaudissements)

Une intervenante.- Je voulais profiter de votre présence pour que vous me disiez combien il y a de sénateurs.

Mme VALETTA-ARDISSON.- Dans notre département, il y a cinq sénateurs et neuf députés.

Une intervenante.- Est-ce que vous connaissez le salaire qu'ils touchent ?

Mme VALETTA-ARDISSON.- Je connais les salaires qu'ils touchent, j'ai entendu parler de la suppression du Sénat et autres. J'allais dire que ce qui est assez injuste, c'est qu'il y a une première mesure votée à l'Assemblée Nationale, qui est passée un petit peu inaperçue. Je vais vous donner d'autres exemples. Auparavant, les députés avaient une retraite totalement hallucinante...

Une intervenante.- Cela continue.

Mme VALETTA-ARDISSON.- Non, on a voté, je vous parle de la retraite. J'ai fait le tour des bureaux, on vous dit que pour un mandat de député de cinq ans, vous toucherez à la retraite 800 € pour cinq ans de cotisation, ce qui est juste anormal. Ce n'est pas normal que lorsque vous n'êtes plus député, vous continuez à avoir le train en 1^{ère} classe et la gratuité partout. La première loi que l'on a votée était de dire qu'il fallait que les députés soient au même régime de retraite que tous les français et qu'il n'y a pas de raison qu'ils aient un traitement différent. On a donc commencé mais il faut du temps, cela ne fait que 18 mois. Il y a une loi qui est programmée sur la réforme de la Constitution pour baisser d'un tiers le nombre de députés. Les sénateurs ne sont pas d'accord pour eux mais on veut faire baisser d'un tiers le nombre de députés, donc ça commence, mais servez-vous du débat. Je ne vais pas monopoliser mais servez-vous du débat pour faire remonter.

Vous ne voulez plus du Sénat, dites-le, vous voulez que les députés soient moins payés, dites-le, c'est l'objectif du Grand Débat. Je vous réponds individuellement mais l'objectif est que vous puissiez dire à Beausoleil ce que vous ne voulez pas, à Roquebrune aussi, à Paris aussi. S'il y a 200.000 ou 300.000 français qui disent qu'ils ne veulent plus du Sénat, on va commencer à se poser des questions, c'est l'objet du Grand Débat. A moment donné, il y a des choses qui font penser que l'on a fait de grosses erreurs de communication et des choses qui ne se sont pas sûres, dont acte, mais si vous avez des doléances ou des choses qui ne vous paraissent pas normales, écrivez-les, c'est l'objectif.

Une intervenante.- C'est quand même énorme qu'un sénateur puisse toucher 6.000 € par mois et que l'on ait 348 sénateurs, c'est de l'argent public, ce sont nos impôts qui paient ça.

Une intervenante.- Il est question d'augmenter les services publics mais vous dites que l'on ne va pas pouvoir. Après la guerre, il y a eu le Conseil National de la Résistance et c'était une époque où la France était bien plus pauvre qu'aujourd'hui, or on a pu structurer la France avec des services publics de qualité, c'est à dire l'énergie, les chemins de fer, l'hôpital.

Mme VALETTA-ARDISSON.- Sauf que c'était l'époque des 30 Glorieuses, qu'il y a eu le plan Marshall et que l'économie fonctionnait à bloc parce qu'il fallait reconstruire la France.

Une intervenante.- Il y avait le Général de Gaulle et des ministres communistes qui ont pu faire un grand pays de service public. Aujourd'hui, on ne pourrait plus.

M. Gérard SPINELLI.- On va essayer de ne pas faire une réunion électorale. Aujourd'hui, on souhaite faire des propositions et s'exprimer à Beausoleil. Pour la suite, on aura des discussions.

Une intervenante.- Je crois que c'est d'actualité.

M. Gérard SPINELLI.- Je ne voudrais pas que cela amène chaque fois une réponse, donc si l'on peut éviter qu'elle ait besoin de répondre.

Une intervenante.- Concernant la transition écologique, je n'avais pas vu le contenu, on parle d'accéder à de nouvelles solutions de mobilité, de passer à un véhicule plus propre, de réduire sa facture de chauffage. Je trouve que c'est très bien d'isoler son logement mais on est dans une période de changement climatique avec une baisse de la biodiversité. On sait très bien que la température va augmenter. On sait très bien que, psychologiquement, dans cette mémoire collective que nous avons, il y a un gros problème. Dans notre vie de tous les jours, on voit qu'il y a moins d'oiseaux qu'avant, moins de nature, on n'arrête pas de construire, on n'arrête pas de consommer, on n'arrête pas de salir.

Franchement, je trouve qu'à l'heure du changement climatique, avec toutes les urgences qui arrivent, poser juste le débat de la transition écologique me paraît dérisoire. Je voudrais juste faire une dernière remarque sur l'énergie ; je vois écrit en gros que plus de 3 millions de ménages en France sont déjà en situation de précarité énergétique, c'est à dire qu'ils consacrent plus de 8% de leurs revenus à se chauffer, donc il est bien question du pouvoir d'achat. Il y a des personnes âgées qui ne peuvent plus se chauffer et il est aussi question du fait que l'on a privatisé les grands services de l'énergie depuis quelques décennies et tout ça correspond bien à un certain régime politique.

M. Gérard SPINELLI.- C'est le débat, on le constate et il peut aussi y avoir des propositions par la suite, c'est bien ce qui est proposé par le Président de la République. Il faut que l'on dise ce qui ne va pas.

Un intervenant.- Est-il logique qu'il y ait aux Etats Unis moins de la moitié de députés et de sénateurs qu'en France ? D'autre part, vous avez dit qu'on allait prendre de l'argent partout. Ne pensez-vous pas y a des endroits plus importants où le prendre plutôt que sur nos retraites. On a vu la cotisation CSG augmenter alors que nous avons travaillé toute notre vie pour faire nos retraites, alors augmenter la CSG pour payer la sécurité sociale des gens qui travaillent, vous trouvez ça logique ?

Un intervenant.- Il y a une chose qui me choque profondément, c'est que les gens espèrent un changement du système, un changement du nombre de sénateurs ou de députés comme une recette miracle mais personne ne s'investit personnellement dans une amélioration ou dans l'évolution qu'il souhaite. Quand je vais dans un grand magasin et que je vois la vendeuse qui essaie de me placer un petit appareil pour que je fasse mes courses et que je calcule combien cela va me coûter à la fin, la première chose que je lui dis, c'est que je n'ai pas envie de la mettre au chômage. Si vous me donnez la zapette, je la fais tomber pour la casser, j'en ai déjà cassé quelques-unes malencontreusement.

Je me souviens que je voulais changer de voiture il y a huit ou dix ans. Il y avait un fabricant de pneumatiques, Goodyear ou Uniroyal qui avait fermé une usine qui produisait des pneus en France ; je suis allé dans une concession Renault à Villeneuve Loubet et j'ai vu que les véhicules étaient équipés de l'une de ces marques, donc j'ai dit au vendeur que je voulais bien acheter une Clio mais que je ne voulais pas de pneus Uniroyal, il m'a répondu qu'il n'y pouvait rien. Je lui ai dit que je ne signais le bon de commande que s'il me rajoutait dessus que j'aurais des pneus Michelin. Cela a duré une demi-heure car il disait que ce n'était pas possible et je me suis levé pour partir. Dix minutes après, j'avais un bon de commande signé avec un engagement à la main selon lequel ma voiture aurait des pneus Michelin.

Je voudrais que les gens prennent conscience du fait qu'il faut qu'ils s'investissent tous individuellement et ponctuellement sur des petites choses comme ça, sinon ils ne feront pas évoluer la société, personne ne la fera changer pour eux, ce n'est pas possible. Il y a une dérive, une dégradation, c'est quelque chose de lent, d'insidieux. Quand je faisais des campagnes électorales avant 1968 à Menton, je me souviens que l'on ne trouvait que deux ou trois clochards dans les halls d'immeuble, c'étaient toujours les mêmes, on les connaissait et on finissait par prendre un café avec eux. Je suis ensuite parti à l'étranger pendant 18 ans et je suis revenu en 1982. J'ai refait des campagnes électorales et j'ai été très choqué par le nombre de

clochards qu'il y avait à Menton, par le nombre de gens qui dormaient dans des halls d'immeuble par terre, même des femmes souvent. Je n'étais pas là pendant longtemps et je n'ai pas vu venir ça mais les gens qui étaient là avec la meilleure volonté du monde ne l'ont pas vu venir non plus et n'ont pas su quoi faire. Sachez qu'il n'y a pas une recette qui tombe du ciel avec un changement, il y a un investissement personnel à avoir à tous les moments, sinon on n'arrivera à rien, je le crains.

Un intervenant.- Bonsoir. J'aimerais revenir sur le pouvoir d'achat. On entend beaucoup parler de l'augmentation du SMIC, je ne suis pas contre personnellement mais est-ce que l'on ne mettrait pas en danger aussi beaucoup de petits patrons ? Est-ce que l'on n'aurait pas intérêt à commencer par diminuer les dépenses des ménages ? Si l'on augmente le SMIC à 1.600 ou 1.800 € mais que les dépenses des ménages continuent à augmenter, cela ne va pas résoudre le problème du pouvoir d'achat. Si le SMIC augmente à 1.800 € mais que ma facture d'électricité augmente de 5 ou 10%, et pareil pour l'eau et le téléphone ou l'essence, cela ne va pas résoudre le problème du pouvoir d'achat.

Il y a aussi beaucoup de petits patrons qui ont beaucoup de mal avec les fins de mois, qui ont cinq ou six ouvriers qu'ils ont du mal à payer tous les mois. Il faut aussi penser à eux.

Un intervenant.- Je voulais parler plutôt de la transition écologique et des dépenses publiques. Je vais citer d'éminents anciens ministres, Hubert VEDRINE et Dominique VILLEPIN, c'est extraordinaire qu'on ne les écoute pas parce qu'ils ont dit des paroles sages sur l'intervention de la France en Syrie et en Irak parce que les bombes qui tombent là-bas ont un rôle néfaste sur la transition écologique. En plus, ce sont des dépenses publiques très élevées et cela tue aussi des civils.

Un intervenant.- J'aimerais réagir sur tout ce qui a été dit. Effectivement, je ne pense pas que l'augmentation du SMIC soit la solution parce que si on l'augmente, tout va augmenter. Le petit patron ne pourra pas augmenter son prix et il n'y aura aucun gain de pouvoir d'achat. On a dit que l'on allait prendre sur les riches ou les grosses sociétés mais si on augmente leurs charges, ils vont s'en aller, ils ont les moyens de partir et là, on va se retrouver avec des millions de personnes au chômage, donc ce n'est pas la solution.

Pour l'Assemblée Nationale, je suis d'accord avec Monsieur, c'est à nous en premier de décider pour l'Assemblée Nationale. Après, je pense aussi que c'est aux gens du Gouvernement et à ceux qui décident de faire des économies. On a vu l'an dernier que le Premier Ministre a pris un avion de substitution qui a coûté dans les 450.000 €. En plus, il a fallu ramener l'autre

avion, donc ce n'est pas vraiment top au niveau écologique, et tout ça au prétexte que le Gouvernement ne pouvait pas rester seul quelques heures sans personne à sa tête. Je crois que la Belgique est restée un an et demi sans gouvernement et ils n'en sont pas morts. C'est à tous ces défauts qu'il faut vraiment s'attaquer.

Le débat par M. MACRON a été très bien fait, au contraire, parce qu'il a orienté les questions pour que l'on se batte entre nous. On parle de tout, des écoles etc mais le problème n'est pas là. Il y a ceux qui décident, comment les personnes peuvent décider de leur propre salaire ? C'est pourtant ce qui se passe au Gouvernement. Est-ce que c'est nous qui décidons de notre salaire dans les entreprises ? Non, ce sont les patrons.

Pour ce qui est des députés et des sénateurs, j'ai l'impression qu'il y a une guerre entre eux et je comprends pourquoi mais ce n'est pas très sain. Comment est-ce que ces personnes-là ont de tels salaires ? Je ne mets pas en cause leurs salaires mais plutôt les enveloppes qu'ils ont à côté pour leurs frais mais sans justificatifs. Je trouve ça assez ahurissant.

Pardonnez-moi, pour les voitures, on dit que les voitures qui consomment moins polluent moins mais où partent vos vieilles voitures ? Elles ne sont pas détruites, elles partent en Afrique alors que l'on autorise là-bas neuf fois le taux de pollution admis en France. Mais la pollution affecte toute la planète, donc il y a vraiment de grandes questions à se poser et toutes ces mascarades qui sont faites autour pour nous récompenser et pour nous calmer, ce n'est vraiment pas la solution.

Une intervenante.- On a combien d'anciens Présidents de la République qui sont à la retraite ? Quatre ou cinq, cela nous revient très cher aussi ?

M. Gérard SPINELLI.- Je propose que l'on arrête dans cinq minutes et que l'on prenne peut-être les dernières questions.

Une intervenante.- Jusqu'à maintenant, personne n'a parlé du thème de la Démocratie et de la Citoyenneté et je pense que ce sont des valeurs que l'on avait ou que l'on a encore mais qu'elles méritent aussi d'être évoquées entre nous. Quand on parle de fiscalité, de dépenses d'organisation de l'Etat et des services publics, il y a à l'intérieur de tout ça la démocratie et la citoyenneté. Nous, à notre niveau, est-ce que nous sommes capables de tenir certaines actions ? Je suis d'accord pour participer à tout, à payer des impôts sans aucun problème.

A moment donné, on a parlé des taxes et je crois que nous sommes les champions du monde en France pour les impôts et les taxes qui n'arrêtent pas d'augmenter parce qu'il faut combler la dette. On augmente tout mais la dette augmente aussi au final. Je ne suis pas hyper expérimentée dans le domaine de la finance mais je me dis que si je paie plus, la dette doit

normalement baisser et ce n'est pas le cas. La citoyenneté démarre de là parce que je ne suis pas d'accord pour tout et j'ai besoin de réponses.

On va justement faire remonter des propositions mais est-ce que l'on va avoir un retour ? Pour moi, c'est important parce que si l'on en est là, c'est parce que l'on n'a pas été entendu. Les personnes ont pensé que derrière, c'était de l'autoritarisme et que l'on n'apportait pas de réponse. Les citoyens, c'est moi, il faut apporter des réponses concrètes. Tout le monde peut s'engager sur tout. Quand on parle d'entreprises, on parle de GAFAM mais, en toute sincérité, j'aimerais savoir qui n'est pas allé sur Internet pour acheter quelque chose ?

En fait, si l'on regarde en termes de pourcentage, vous êtes peu, alors est-ce qu'il ne faut pas favoriser aussi le local ? A moment donné, l'économie est là. C'est un circuit court qu'il faut faire.

Après, je ne parle pas de l'Europe parce qu'il y a là aussi des choses à construire, c'est un entonnoir mais à moment donné, s'il n'y a pas un va et vient, que ce soit sur le peuple et l'État, la compréhension ne sera plus la même parce que chacun a ses besoins et ses problématiques. A moment donné, il faut trouver des problématiques communes et construire dessus. C'est vrai que j'aimerais bien avoir une réponse claire. Si l'on fait remonter des propositions, est-ce que l'on va avoir une retransmission de ce qui se passe au niveau national ? Parce que nous parlons aussi au niveau national, je vous écoute.

M. Gérard SPINELLI.- Ce n'est pas trop l'objet de la réunion.

Mme TAVARES.- La réponse sera fournie sur le site Le Grand Débat.fr. Juste pour répondre sur le site, la décision a été prise de publier pour que tout le monde ait accès à ce que les gens disent et à leurs revendications, mais pas seulement. Il peut aussi y avoir les idées et les propositions des uns et des autres. Ce sera noté sur le site Internet et vous aurez accès à tout ce qui s'est dit et aux remontées.

Après, sur ce qui va découler de ce grand moment démocratique participatif, vous n'êtes pas la première personne à demander ce qui va se passer pour la suite, pour que les français soient plus associés en termes de retour de ce qui s'est dit et de ce qui se passe. Je ne peux pas engager le Président de la République sur ce qui va être décidé et se faire par rapport à vos retours. Ce qui est sûr, c'est que si beaucoup de personnes demandent à être plus associées pour avoir des remontées, il est fort probable que ce sera fait.

Première étape, tout sera disponible, peut-être pas à la seconde près mais à partir du moment où vous allez cliquer sur le bouton pour mettre une contribution, cela ne sera peut-être pas visible à la seconde près sur le site mais tout a été fait pour qu'il y ait la plus grande transparence sur les

remontées que vous allez faire, sur ce que nous allons en faire, sur ce que va faire le Gouvernement et les parlementaires, les députés ou les sénateurs, comme on aura eu accès à toutes ces données, il y aura peut-être des propositions de lois ou des choses que le Gouvernement n'aura pas faites ou pas envie de faire, que l'on prenne notre rôle de parlementaires et que l'on dise que l'on veut avancer sur ces problématiques parce que les gens l'ont demandé.

Il y aura des retours mais je vous encourage à écrire que vous voulez plus de retours pour participer et savoir ce qui se passe, c'est l'objet du débat. A moment donné, tout ce que vous considérez comme étant des dysfonctionnements ou des choses qui pourraient être améliorées ou qui ne vont pas dans le bon sens, notez-les. Il vaut mieux que tout le monde note ce qu'il a envie de dire, il n'y a pas de question ou de proposition stupide. A moment donné, il faut que l'on en tienne compte et qu'il y ait quelque chose qui se passe ensuite, sinon cela ne sert à rien. L'objectif est bien que quelque chose se passe après.

Une intervenante.- Nous ne sommes peut-être pas forcément là pour apporter des solutions, nous sommes là pour dire dans quelle société nous avons envie de vivre, c'est à dire une société plus égalitaire, plus démocratique et qui soit meilleure au niveau écologique que celle que nous avons aujourd'hui.

Mme VALETTA-ARDISSON.- D'où l'intérêt que tout le monde s'exprime.

Une intervenante.- On ne va pas pouvoir s'exprimer en termes de solutions, ce n'est pas à nous de les apporter, c'est à vous. Nous, nous allons dire ce que nous voulons.

Mme VALETTA-ARDISSON.- On prend les solutions, les souhaits et aussi les critiques.

Un intervenant.- Je voulais intervenir sur la question de la Démocratie et de la Citoyenneté qui n'est pas surprenante car cela fait maintenant plusieurs décennies que le peuple français se trouve dépossédé de sa souveraineté, que le débat politique devient complètement abscons. Lorsqu'il se donne des élus dans la majorité ou dans l'opposition, il peut apparemment constater que les politiques conduites sont rigoureusement les mêmes, ce qui donne peu d'importance à son vote et qui fait qu'il y ait de moins en moins d'électeurs. Il n'y a plus de débat politique ni de position politique, de projet de société alternatif. Tout le monde se rassemble, la gauche et la droite et dernièrement, alléluia, la gauche et la droite ont été réunies dans une même formation avec le succès que l'on voit. La cause en est que, inséré dans le carcan de l'Europe, il semble très difficile malgré nos débats très

intéressants, de prendre des mesures qui s'exonèrent des directives européennes.

Nous n'allons donc pas non plus avoir trop d'espoir et rêver à un changement de la société française tant que nous serons dans ce carcan. Néanmoins, je suis à titre personnel très heureux que ce débat ait lieu puisque c'est l'occasion que les gens se rencontrent et reparlent un peu de politique, ce qui n'est pas si mal que ça, surtout si nous ne sommes pas d'accord. Je vous remercie.

M. Gérard SPINELLI.- C'est une conclusion. Vous avez senti que je ne suis pas comme d'habitude, je suis un peu tendu. Il y a un comité d'une vingtaine de maires réunis par le Ministre, Sébastien LECORNU, pour le suivi informel sur Le Grand Débat. C'est vrai que c'est compliqué actuellement car il y a les positions des gilets jaunes qui ont déclenché chez nous des réactions. Tous les citoyens sont concernés, cela va être le vrai problème du pouvoir d'achat aujourd'hui, c'est la pression fiscale, c'est le partage des richesses, c'est ce qui nous touche le plus.

Après, vous avez l'écologie et je pense que l'on ne va pas trouver des solutions sur tous ces thèmes mais peut-être qu'il y aura des propositions vraiment intéressantes à faire remonter. Ensuite, je crois que le Président de la République jouera son rôle ou pas, on verra bien ce qui se fera mais j'ai l'impression aujourd'hui que lorsqu'on parle des prises de conscience chez les citoyens sur certains thèmes sans rien attendre des autres, on peut aussi attendre de soi-même une prise de conscience qui serait aussi intéressante sur le sujet. Il y a des choses qui circulent mais on peut tous faire aussi des efforts par rapport aux problèmes que l'on rencontre et que nous expriment les gilets jaunes qui nous font violence. Je parle de violence interne, c'est vrai que cela nous interpelle.

Je vous remercie parce que l'on a pu débattre dans la sérénité. Sur tout ce que j'ai entendu tout à l'heure, je pense qu'il va falloir préparer les thématiques et donner un maximum d'éléments, mais vous pouvez surtout nous poser des questions auparavant et on pourra vous apporter des éléments. Je vous rappelle également que vous pouvez profiter des locaux municipaux pour vous réunir et discuter ensemble. On peut faire le tour des personnes concernées qui ont des choses à dire en grande assemblée. En tout cas, je suis serein et je suis optimiste sur la possibilité que des idées circulent et qu'elles pourraient être entendues par le Président de la République et le Gouvernement.

Merci. Nous vous proposons un petit rafraîchissement dans la salle voisine.

(Applaudissements)

La prochaine réunion se tiendra le samedi 26 janvier au Centre Culturel qui sera ouvert à 9 heures, avec la possibilité que la Ville organise des tables rondes avec un animateur et ces tables rondes seront disponibles pour toutes les personnes qui le souhaitent. Merci.

OXOXOX